



---

**Fourniture de prestations liées à la réalisation d'enquêtes  
de satisfaction auprès des usagers par voie dématérialisée**

**N° de procédure  
P2546-AOO-DU**

**Règlement de Consultation - (RC)**

**Date et heure limites de remise des offres :**

**23/06/2026 à 13h30**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE I. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE II. PROCEDURE, FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE III. ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE IV. CLAUSE SOCIALE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE V. GROUPEMENT.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE VI. VARIANTES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE VII. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE VIII. MODALITES FINANCIERES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE IX. JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE X. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE XI. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE XII. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE XIII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE XIV. AUTRES INFORMATIONS.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE XV. CONFLIT D'INTERETS .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE XVI. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>10</b>

## **Article I. OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet la fourniture de prestations liées à la réalisation d'enquêtes de satisfaction par voie dématérialisée auprès des cotisants.

Les enquêtes réalisées par l'Urssaf Caisse Nationale sont décomposées en deux grandes catégories :

- Une enquête portant sur les travailleurs indépendants, un échantillon de cotisants un questionnaire spécifique (pouvant être décliné), des dates de campagnes propres (qui pourront être concomitantes avec celles des enquêtes hors travailleurs indépendants) et un bilan
- Trois enquêtes, portant sur les populations hors travailleurs indépendants, un échantillon de cotisants, trois questionnaires spécifiques (pouvant être déclinées), des dates de campagnes propres (qui devront être concomitantes avec celle de l'enquête travailleurs indépendants) et un bilan reprenant l'ensemble des résultats de cette catégorie.

## **Article II. PROCEDURE, FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

La présente procédure a fait l'objet :

- d'un avis d'appel à la concurrence publié au Journal Officiel de l'Union Européenne ;
- d'un avis d'appel à la concurrence publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics ;
- d'un avis d'appel à la concurrence publié sur le site Internet <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent marché est mono-attributaire.

L'accord-cadre est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commandes conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique,

Les prestations seront réglées par application de prix unitaires et forfaitaires indiqués dans le cadre de réponse financier.

L'accord-cadre est conclu, conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, sans montant minimum, mais avec un montant maximum qui s'élève à : 310 749 € HT (372 899 € TTC) pour toute la durée de l'accord-cadre.

Le montant de l'accord-cadre est estimé pour une année, à titre informatif, 51 792 € HT (62 150 € TTC), soit pour toute la durée de l'accord-cadre à 207 166 € HT (248 559 € TTC).

Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

Le marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de sa date de notification.

A chaque date anniversaire, le marché pourra être reconduit tacitement, dans les mêmes termes par période d'un an, au maximum trois fois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas où l'Urssaf Caisse Nationale n'entend pas reconduire le marché, elle en informe le titulaire par lettre recommandée avec avis réception moyennant un préavis de 3 mois avant la date anniversaire du marché.

L'URSSAF CAISSE NATIONALE se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

### **Article III. ALLOTISSEMENT**

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti pour la raison suivante : l'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

### **Article IV. CLAUSE SOCIALE**

Conformément aux articles L2111-1 et L2112-2 du Code de la Commande Publique, cette consultation comporte des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

Le détail des conditions d'exécution à caractère social est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

### **Article V. GROUPEMENT**

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement (solidaire ou conjoint).

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature de l'accord-cadre.

L'entreprise mandataire d'un groupement ne peut représenter en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit au candidat de présenter pour un même marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

### **Article VI. VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **Article VII. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le dossier doit être téléchargé à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

### **Article VIII. MODALITES FINANCIERES**

#### **1. CONDITION ET MODE DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT**

Paiement par virement dans un délai de 30 jours à compter de la réception des factures. Financement sur fonds propres et dépense inscrite au budget.

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée au titulaire dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

#### **2. UNITE MONETAIRE**

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire de compte suivante : l'euro.

La monnaie de paiement et d'exécution du marché sera aussi l'euro.

## **Article IX. JUGEMENT DES OFFRES**

### **1. RESPECT DU DOSSIER DE CONSULTATION**

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que l'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ces documents ne peuvent être modifiés ou faire l'objet de réserves sous peine d'irrégularité de l'offre.

L'attention des concurrents est également attirée sur le fait que toute offre incomplète sera également jugée irrégulière.

### **2. CRITERES DE CHOIX DES CANDIDATURES ET OFFRES**

#### **a) Jugement des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'Urssaf Caisse Nationale constate que les pièces mentionnées à l'article 9 ci-dessous sont absentes ou incomplètes, elle peut demander aux candidats concernés de produire, compléter ou expliquer ces pièces dans un délai approprié qui sera fixé par l'Urssaf Caisse Nationale (article R. 2144-6 du Code de la commande publique).

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, et/ou qui ne produisent pas, ne complètent ou n'explicitent pas, à la suite d'une demande de l'Urssaf Caisse Nationale, les pièces mentionnées à l'article 9-1 ci-dessous dans le délai imparti, seront éliminés (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Les candidatures admises sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites.

Compte tenu de l'objet du marché, toutes les références et garanties requises au titre de la candidature constituent des critères de sélection des candidatures de valeur égale.

#### **b) Jugement des offres**

Le jugement des offres et le choix du titulaire se feront en application des critères et sous-critères et leur pondération suivants :

#### **1. Valeur technique (60%) jugée au travers de :**

	<b>Pondération de la note</b>
<u>1<sup>er</sup> sous-critère : Appréhension de la mission / méthodologie et organisation proposées</u> Le candidat décrit la méthodologie proposée, le mode de gestion de projet et sa compréhension de la mission. Il explique précisément son planning détaillé d'exécution et précise les attendus vis-à-vis de l'Urssaf Caisse Nationale (point de pilotage, fournitures/ format d'entrants pour la bonne exécution de l'enquête, modalités de validation des supports de restitution).	20%
<u>2<sup>ème</sup> sous-critère : performance technique de la solution proposée</u> Le candidat doit décrire les outils et l'équipement qui lui permettent d'assurer la commande. Ses moyens de production doivent pouvoir être adaptés aux variations de volumétrie et au respect impératif du planning. Il explique les outillages pour exécuter la rédaction des questionnaires, assurer l'exécution des enquêtes courriels, assurer les relances, consolider les résultats, fournir les résultats au niveau global et au niveau détaillé par offre / Urssaf.	35%

<u>3<sup>ème</sup> sous-critère : indicateurs de suivi de la qualité , reportings sur l'avancement des opérations et sur le niveau de qualité</u> Le candidat détaille le niveau de qualité sur lequel il s'engage et précise ses indicateurs de qualité. Les modalités d'accès aux données et/ou la périodicité des reportings doivent être décrits.	25%
<u>4<sup>ème</sup> sous-critère : Nature du système qualité de l'entreprise</u> Le candidat décrit la nature de son système qualité : le candidat dispose d'un back up garantissant la continuité des opérations (en cas de panne, intempéries, crise sanitaire...). Il fournit les éléments permettant de garantir la sécurité de la mission (anti-fraude/ lutte contre le hacking, respect des mesures RGPD, respect de la confidentialité).	10%
<u>5<sup>ème</sup> sous-critère : Profil du chef de projet, de l'équipe</u> Le candidat présente le chef de projet envisagé pour la mission et démontre sa capacité à diriger les opérations demandées (compétences techniques, compétences en gestion de projet, expériences professionnelles similaires sur des organismes publics ou privés de même envergure...). Il présente un échantillon de CV des personnes qui vont exécuter la mission, ainsi que les coordonnées de l'interlocuteur unique qu'il met à disposition de l'Urssaf Caisse Nationale (nom, téléphone, email) et celles de son remplaçant en cas d'absence.	10%
<b>Total pondération</b>	<b>100%</b>

## 2. Prix (30%) jugé au travers de :

Les prix seront jugés sur la base de deux sous-critères :

- le montant total des prix forfaitaires fixés dans le bordereau des prix (20 %)
- le montant total du scénario de la simulation d'une commande annuelle reprenant les prix unitaires fixés dans le bordereau des prix (10 %)

Si une ou plusieurs offres s'avéraient irrégulières, inappropriées ou inacceptables, celles-ci seraient rejetées.

Toutefois, l'Urssaf Caisse Nationale pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés, dans un délai approprié fixé dans la lettre d'invitation à la régularisation, à régulariser leur offre si celle-ci est irrégulière, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que cela ne modifie pas les caractéristiques substantielles de l'offre.

## 3. Qualité et pertinence des dispositions mises en place par le candidat dans le cadre de la démarche ESG (10%) jugée au travers de :

Le critère ESG (politique environnementale – gouvernance et sociale du prestataire) a pour objectif de contrôler l'investissement du futur prestataire dans sa politique RSO, ce dernier est découpé en deux sous-critères qui seront contrôlés via un questionnaire ESG

- Adaptation de l'enjeu environnementale de la prestation (5%) :
  - ✓ Présentation du ratio énergie vert sur l'hébergement des serveurs
  - ✓ Score de l'audit RGAA sur l'accessibilité de la plateforme
  - ✓ Formation au numérique responsable des personnels liés à l'exécution de la prestation
- Adaptation de l'enjeu social (5%)
  - ✓ Egalité Femme-Hommes (nombre de femmes et d'hommes associés à la prestation)
  - ✓ Nombre de personnes éloignées de l'emploi associées à l'exécution de la prestation

## Article X. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français. Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

➤ **Pièces concernant la candidature**

**Situation juridique – Références requises**

1. 1. Les déclarations, certificats et attestations prévus à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :
  - a) une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres ;
  - b) une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique ;
  - c) si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

**Capacité économique et financière – Références requises**

2. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché au cours des trois derniers exercices disponibles ;

**Capacité professionnelle et technique – Références requises**

2. une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
3. une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années.

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant. Par ailleurs, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (lien de sous-traitance ou autres liens), ce dernier produit pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

NB : Les éléments demandés ci-dessus peuvent être communiquées au moyen des imprimés téléchargeables à l'adresse Internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

➤ **Pièces concernant l'offre**

**1. Un Acte d'engagement (AE)**

L'acte d'engagement est complété, paraphé, daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'entreprise candidate.

**2. Le Cadre de réponse financier (CRF) et de la simulation de commandes (Document quantitatif estimatif – DQE)**

**3. L'offre technique du candidat constituée du cadre de réponse technique (CRT)**

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

L'acte d'engagement et de ses annexes ainsi que les cadres de réponse, seront complétés, datés et signés par les représentants qualifiés de l'entreprise candidate.

En cas de groupement, l'accord-cadre constituant l'offre des candidats est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour les représenter. Dans ce dernier cas, la convention de groupement devra être jointe au dit acte d'engagement.

#### **4. Le questionnaire ESG complété**

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

NOTA : En tout état de cause, l'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- toute offre technique et financière remise dans le cadre de la présente consultation est intangible pendant la durée de la procédure de passation du marché,
- en répondant à la consultation, les candidats s'engagent à maintenir leur offre technique et financière dans la limite du délai de validité des offres précisé à l'article 12. du présent règlement de la consultation.
- **La transmission des documents et informations mentionnés à l'article 9 conditionne la recevabilité de l'offre**

#### **Article XI. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

**Les candidatures et les offres devront être déposées par voie électronique**, conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique.

Le dépôt de l'offre et de la candidature devra se faire via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> , dans un seul et même fichier, pour la procédure préciser « N° P2546-AOO-DRCPM – Fourniture de prestations liées à la réalisation d'enquêtes de satisfaction auprès des cotisants (par voie dématérialisée) ».

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Les dossiers remis sur la plate-forme de dématérialisation après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas retenus.

Lorsque le pouvoir adjudicateur détecte dans un document transmis par voie électronique un programme informatique malveillant (virus), il procède selon les modalités fixées dans les textes visés ci-dessus. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Pour la conclusion et la notification du marché, l'offre transmise par voie électronique sera re-matérialisée par le pouvoir adjudicateur sous format papier.

#### **Copie de sauvegarde :**

**La transmission des documents sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf à titre de copie de sauvegarde du pli déposé par voie électronique selon les modalités définies par l'arrêté du 22 mars 2019, modifié par arrêté du 14 avril 2023, fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et précisées ci-dessous.**

**Ainsi, le candidat peut envoyer en parallèle de son pli dématérialisé, et avant la date limite de remise de l'offre fixée en première page du présent document, une copie de sauvegarde de ce pli sur support papier ou sur support physique électronique ou par voie électronique.**

**La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique**



prévues par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique), à savoir notamment :

- L'identité de l'acheteur et de l'opérateur économique est déterminée ;
- L'intégrité des données entre le dépôt de la copie de sauvegarde et son extraction de l'outil est garantie ;
- L'heure et la date exactes de la réception sont déterminées avec précision (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS) ;
- La gestion des droits permet d'établir que lors des différents stades de la procédure de passation du marché, seules les personnes autorisées ont accès aux données ;
- Le dépôt de la copie de sauvegarde donne lieu à l'envoi d'un accusé de réception électronique à l'acheteur public portant les mentions suivantes :
  - o L'identification de l'opérateur économique auteur du dépôt ;
  - o Le nom de l'acheteur ;
  - o L'intitulé et l'objet de la consultation concernée ;
  - o La date et l'heure de réception des documents ;
  - o La liste détaillée des documents transmis.

Il est conseillé aux candidats de transmettre la copie de sauvegarde électronique sur un outil distinct du profil acheteur de l'Acoss pour qu'il puisse fonctionner lorsque ce dernier dysfonctionne.

Ainsi, le candidat peut utiliser la Lettre recommandée électronique (à savoir un des produits et services qualifiés pour la France ou pour l'Europe : <https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies> ou <https://eidas.ec.europa.eu/>), ou tout autre service respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique. Il est rappelé que la transmission de la copie de sauvegarde par messagerie électronique n'est pas autorisée dans la mesure où elle ne respecte pas ces exigences.

Le candidat doit indiquer à l'ACOSS les modalités de récupération gratuites de la copie de sauvegarde électronique directement dans l'outil choisi par le candidat.

La copie de sauvegarde transmise sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible " P2530-AOO-DIFI- EXPERTISE IMMOBILIERE DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE PLACEMENT DES INDEPENDANTS " — copie de sauvegarde ».

Elle pourra être remise soit contre récépissé du lundi au vendredi entre 9h30 et 12 heures et entre 14 heures et 17 heures à l'adresse suivante : ACOSS – Département achats marchés – 36 rue de Valmy 93100 Montreuil. Si elle est envoyée par la poste, elle devra l'être par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse ci-dessus.

L'ouverture du pli contenant la copie de sauvegarde par le pouvoir adjudicateur interviendra dans les conditions fixées par les textes visés ci-avant.

Si la copie de sauvegarde ne respecte pas les conditions précisées plus haut, elle ne pourra pas être ouverte

## **Article XII. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de **six mois** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

## **Article XIII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire une demande en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les renseignements complémentaires sur le dossier de consultation sont communiqués par le pouvoir adjudicateur sur demande des opérateurs économiques 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres. Les candidats adressent leur demande par écrit 10 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Des compléments au dossier de consultation pourront être apportés par l'Urssaf Caisse Nationale à l'ensemble des soumissionnaires 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

## **Article XIV. AUTRES INFORMATIONS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique, les données suivantes concernant le ou les titulaire(s) retenu(s) seront publiées sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>:

- Nom du ou des titulaire(s) ;
- Numéro(s) d'inscription du ou des titulaires au répertoire des entreprises et de leurs établissements, prévu à l'article R. 123-220 du code de commerce, à défaut le numéro de TVA intracommunautaire lorsque le siège social est domicilié dans un État membre de l'Union européenne autre que la France ou le numéro en vigueur dans le pays lorsque le siège social est domicilié hors de l'Union européenne ;
- Montant et principales conditions financières du marché ;
- Durée du marché ;
- Lieu d'exécution principal des services ou des travaux objet du marché.

Les candidats sont invités à préciser au pouvoir adjudicateur si certaines données communiquées par ses soins sont couvertes par un secret relatif, et notamment par le secret des affaires au sens de la loi n°2018-670 du 30 juillet 2018. Toute demande afférente fera l'objet d'un examen par l'Urssaf Caisse Nationale pour mise en place de mesure de protection éventuelle si par cas :

- le caractère secret est confirmé eu égard aux dispositions légales qui s'y rapportent ;
- une atteinte potentielle à ce caractère secret apparaît probable et nécessite la mise en place des mesures susmentionnées".

## **Article XV. CONFLIT D'INTERETS**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent produire une attestation sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent pas dans un cas de situation de conflits d'intérêts, telle que visée à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique.

Avant la notification du marché, le titulaire doit également remplir et transmettre une déclaration d'absence de conflits d'intérêts, conformément au modèle qui lui aura été adressé. Cette attestation aura valeur contractuelle, conformément à l'article 20 du CCAP.

Le titulaire s'engage, tout au long de l'exécution du marché, à mettre à jour sa déclaration d'intérêts et éviter toute situation de conflit d'intérêts.

## **Article XVI. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation des entreprises comporte les documents suivants :

- un acte d'engagement (AE) ;
- un cadre de réponse financier (CRF) ;
- un document quantitatif estimatif (DQE) ;
- un cadre de réponse technique (CRT) ;
- un questionnaire ESG
- un cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses deux annexes ;
- un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le présent règlement de la consultation (RC).